



VILLE DE VERSAILLES

ARRETE n° 97/563

CH/MC

OBJET : Règlementation de la circulation des chiens de races reconnues dangereuses.

- Le** Maire de la Ville de Versailles,
Député des Yvelines,
- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212.1, L 2212.4, L 2212.7 et L 2214,
Vu le Code des Communes pour sa partie réglementaire,
Vu la loi n° 89-412 du 22 juin 1989 modifiant et complétant certaines dispositions du livre 2 du Code Rural ainsi que certains articles du Code de la Santé publique,
Vu le Code Civil et notamment son article 1385,
Vu le Code pénal et notamment ses articles R 610-5, R 622-2, R 623-3, R 653-1, R 654-1 et 511-1,
Vu le Code Rural et notamment ses articles 211 et 213,
Vu l'arrêté préfectoral n° DR 94-023 du 6 septembre 1994 réglementant la circulation de chiens de races reconnues dangereuses, malfaisantes ou féroces sur le territoire du département des Yvelines,
Vu le règlement sanitaire départemental et notamment ses articles 26 et 99.6,
Vu la circulaire conjointe en date du 24 août 1995 du Ministère de l'intérieur et du Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation en date du 24 août 1995 relative aux chiens dangereux et à destination de Mesdames et Messieurs les Préfets et Monsieur le Préfet de Police,
Vu l'article 19 de la loi n° 96-647 du 22 juillet 1996, lequel dispose que l'utilisation d'un animal pour tuer, blesser ou menacer est assimilée à l'usage d'une arme,
- Considérant le nombre de plus en plus important de chiens de races reconnues dangereuses, malfaisantes ou féroces ou de chiens issus de croisements avec ces races sur le territoire de la Ville de Versailles tels que les « Pittbulls », « Bull Terrier », « Stafford Bull Terrier », « American Staffordshire » et « Rottweiler »,
Considérant que les conditions dans lesquelles certains de leurs maîtres ou des personnes assimilées éduquent ces chiens les conduisent à être dangereux,
Vu les accidents déjà survenus dans d'autres communes,

Vu la crainte légitimement suscitée par la présence dans des espaces publics de ces chiens,

Considérant qu'il appartient au Maire, dans l'intérêt de la sécurité publique, de prendre toutes mesures nécessaires permettant de lutter contre les risques présentés par ces chiens et d'assurer la protection des personnes et notamment celle des enfants,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La circulation et la présence de chiens de races reconnues dangereuses, malfaisantes ou féroces ou de chiens issus de croisements avec ces races, tels que les « Pittbulls », « Bull Terrier », « Stafford Bull Terrier », « American Staffordshire » et « Rottweiler » sont interdites aux abords et à l'intérieur des squares, parcs et jardins publics, établissements scolaires (maternels, primaires, collèges, lycées), crèches, haltes-garderies, établissements socio-culturels et d'une manière générale de tous les établissements ou lieux ouverts au public recevant notamment des enfants.

ARTICLE 2 : Dans tous les autres lieux de la Ville, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 septembre 1994, lesdits chiens ne peuvent circuler qu'en étant muselés et tenus en laisse. En outre, cette laisse devra être d'une longueur maximale de 50 cm.

ARTICLE 3 : Les dispositions suivantes sont rappelées :

- Article 26 du règlement sanitaire départemental (alinéa 1) :

« Sans préjudice de l'application de la réglementation en vigueur, il est interdit d'élever et d'entretenir dans l'intérieur des habitations, leurs dépendances et leurs abords, et de laisser stationner dans les locaux communs des animaux de toutes espèces dont le nombre ou le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la tranquillité, à la sécurité ou à la salubrité des habitations ou de leur voisinage ».

ARTICLE 4 : Il est rappelé que les articles . 653-1, R. 654-1 et 511-1 du Code pénal condamnent respectivement les atteintes involontaires à la vie ou à l'intégrité d'un animal, les mauvais traitements et les sévices graves ou les actes de cruauté envers un animal. Les combats de chiens, quelle que soit leur race, avec ou sans pari associé, sont donc, par l'effet de ces textes uniquement, interdits.

ARTICLE 5 : En cas de trouble à l'ordre public et sans préjuger des suites pénales, il sera procédé à la mise en fourrière des animaux en infraction avec le présent arrêté.

ARTICLE 6 : Monsieur le Secrétaire Général et Monsieur le Commissaire Central de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A l'Hôtel de Ville, le 7 Octobre 1997



Le Député-Maire

Etienne PINTÉ